

NATIONAL ASSEMBLY

SECOND SESSION

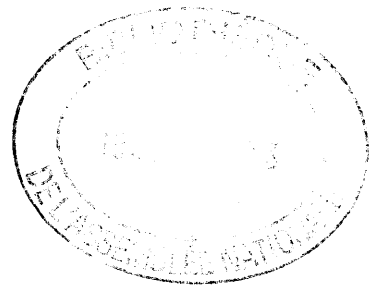
THIRTY-FIFTH LEGISLATURE

Bill 194

**An Act respecting the disclosure of the
compensation received by the executive
officers of certain legal persons**

Introduction

**Introduced by
Mr Jean Garon
Member for Lévis**



**Québec Official Publisher
1996**

EXPLANATORY NOTES

The object of this bill is to require every legal person that is a reporting issuer within the meaning of the Securities Act, in particular one whose stocks are listed on a stock exchange, and every legal person that issues securities described in one of paragraphs 4.1 to 5.1 of section 3 of that Act, in particular a federation or confederation of savings and credit unions, a cooperative or federation of cooperatives or a mutual insurance association, to include, in its annual report to its shareholders or members, a statement setting out the compensation of its five most highly compensated executive officers and of its other executive officers.

The statement of compensation paid must indicate separately, for each of the five most highly-paid executive officers,

(1) all amounts that constitute income within the meaning of the Taxation Act, distinguishing between basic salary and bonuses ;

(2) all reimbursed expenses, allowances and benefits, including travel expenses, entertainment expenses, and the use of housing or accommodation ;

(3) all benefits, within the meaning of the Taxation Act, granted in the course of the year to the officer as a shareholder or member of the legal person, including loans ;

(4) the nature and value of each long-term benefit and compensation granted, including severance pay, stock options and employer's contributions to a pension plan or deferred profit sharing plan.

The statement of compensation must indicate, with respect to other executive officers, their number and the total amounts paid under each of the above headings.

Finally, the bill provides that the Commission des valeurs mobilières is responsible for the carrying out of this Act and will exercise for that purpose all the powers conferred on it by its constituent Act.

Bill 194

AN ACT RESPECTING THE DISCLOSURE OF THE COMPENSATION RECEIVED BY THE EXECUTIVE OFFICERS OF CERTAIN LEGAL PERSONS

THE PARLIAMENT OF QUÉBEC ENACTS AS FOLLOWS:

DIVISION I

APPLICATION

1. Every legal person that is a reporting issuer within the meaning of section 68 of the Securities Act (R.S.Q., chapter V-1.1) or that issues a form of investment described in paragraphs 4.1 to 5.1 of section 3 of that Act shall prepare a statement of the compensation received by its five most highly compensated executive officers and by its other executive officers.

The statement of compensation shall be included in the annual report transmitted, as prescribed by law, to shareholders, or to the members of a legal person by the federation with which it is affiliated or the confederation of which the federation is a member.

2. Every person holding office as a director, president, vice-president, secretary, treasurer, comptroller or director general, or performing similar functions, is an executive officer.

3. The statement of compensation must indicate separately for each of the five most highly compensated executive officers

(1) all amounts that must be included in the executive officer's income pursuant to the Taxation Act (R.S.Q., chapter I-3) ,distinguishing between basic salary and bonuses;

(2) all reimbursed expenses, and all allowances and benefits not otherwise included in such income;

(3) all benefits, within the meaning of the Taxation Act, granted in the course of the year to the officer as a shareholder or member of the legal person;

(4) the nature and value of each long-term benefit or compensation granted.

The statement of compensation must indicate, with respect to other executive officers, their number and the total amounts paid under the first paragraph.

4. For the purposes of section 3, a legal person must include, in its statement of the compensation paid to its executive officers, all amounts referred to in that section that are paid by a legal person to which the legal person is related within the meaning of the Taxation Act or pursuant to its constituent Act.

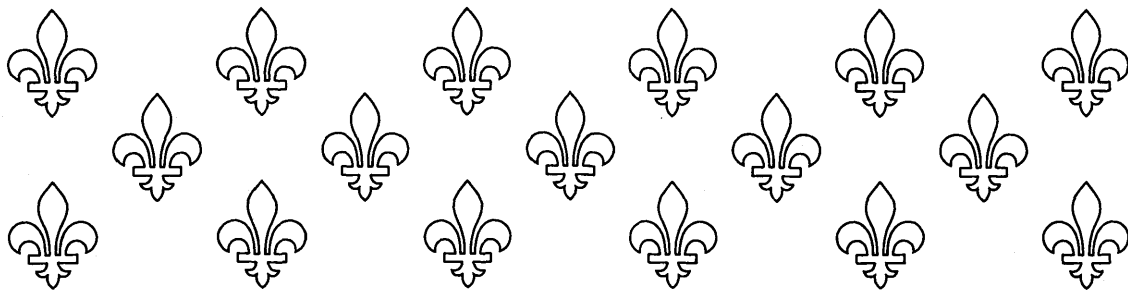
DIVISION II

MISCELLANEOUS PROVISIONS

5. The Commission des valeurs mobilières is responsible for the administration of this Act and for that purpose may exercise all the powers conferred on it by the Securities Act.

6. The Government shall designate the minister responsible for the carrying out of this Act.

7. This Act comes into force on (*insert here the date of assent to this Act*).



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

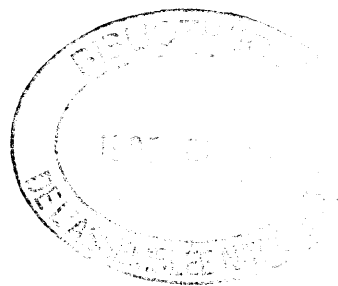
TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi n° 194

Loi sur la divulgation de la rémunération des dirigeants de certaines personnes morales

Présentation

**Présenté par
M. Jean Garon
Député de Lévis**



**Éditeur officiel du Québec
1996**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet d'obliger toute personne morale qui est un émetteur assujetti au sens de la Loi sur les valeurs mobilières, soit notamment une personne morale dont des titres sont cotés en bourse, ou un émetteur d'un investissement décrit dans les paragraphes 4.1° à 5.1° de l'article 3 de cette loi, soit notamment une fédération ou une confédération de caisses d'épargne et de crédit, une coopérative ou une fédération de coopératives et une société mutuelle d'assurance, à produire dans le rapport annuel transmis, selon le cas, aux actionnaires ou aux membres de la caisse d'épargne et de crédit ou de la coopérative, un état de la rémunération qu'elle verse à ses cinq dirigeants les mieux rémunérés et à ses autres dirigeants.

L'état de la rémunération qu'une personne morale verse à ses cinq dirigeants les mieux rémunérés doit indiquer séparément pour chacun d'eux :

1° tous les montants inclus dans le calcul du revenu du dirigeant en application de la Loi sur les impôts en indiquant le salaire de base et les bonis ;

2° tous les frais remboursés, allocations et avantages, soit notamment tous frais de voyages ou de représentation, usage d'une résidence de fonction ou de séjour ;

3° les avantages conférés au dirigeant dans l'année à titre d'actionnaire ou de membre de la personne morale et visés par la Loi sur les impôts, soit notamment les prêts ;

4° la nature et la valeur en regard de chacun des avantages et compensations à long terme accordés au dirigeant, soit notamment la prime de séparation, les options d'achat d'actions et la participation de l'employeur à son régime de retraite ou un régime de participation différé aux bénéfices.

Quant aux autres dirigeants, l'état de la rémunération doit indiquer leur nombre et globalement les montants ci-haut mentionnés.

Ce projet de loi prévoit enfin que la Commission des valeurs mobilières est chargée de l'administration de la présente loi et qu'elle exerce, à cette fin, tous les pouvoirs que sa loi constitutive lui confère.

Projet de loi n° 194

LOI SUR LA DIVULGATION DE LA RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS DE CERTAINES PERSONNES MORALES

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE DE QUI SUIT:

SECTION I

APPLICATION

1. Toute personne morale qui est un émetteur assujéti aux termes de l'article 68 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1) ou qui est un émetteur d'un investissement décrit dans les paragraphes 4.1° à 5.1° de l'article 3 de cette loi doit faire un état de la rémunération de ses cinq dirigeants les mieux rémunérés et de ses autres dirigeants.

Cet état de la rémunération doit faire partie du rapport annuel prévu par la loi qui est transmis aux actionnaires ou aux membres de la personne morale par la fédération de telle personne morale et par la confédération de telle fédération.

2. Est un dirigeant, la personne qui exerce les fonctions d'administrateur, de président, de vice-président, de secrétaire, de trésorier, de contrôleur, de directeur général ou des fonctions analogues.

3. L'état de la rémunération doit indiquer séparément pour chacun des cinq dirigeants les mieux rémunérés :

1° tous les montants inclus dans le calcul du revenu du dirigeant en application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) en distinguant séparément le salaire de base et les bonis ;

2° tous les frais remboursés, allocations et avantages non inclus dans le calcul du revenu du dirigeant ;

3° les avantages conférés au dirigeant dans l'année à titre d'actionnaire ou de membre de la personne morale et visés par la Loi sur les impôts ;

4° la nature et la valeur en regard de chacun des avantages et compensations à long terme accordés au dirigeant.

L'état de la rémunération doit aussi indiquer, pour les autres dirigeants, leur nombre et les montants déterminés au premier alinéa de façon globale.

4. Pour les fins de l'article 3, la personne morale doit inclure, dans l'état de la rémunération de ses dirigeants, tous les montants prévus par cet article et versés par toute personne morale qui lui est liée, soit au sens de la Loi sur les impôts, soit en vertu de la loi qui l'a constituée.

SECTION II

DISPOSITIONS DIVERSES

5. La Commission des valeurs mobilières est chargée de l'administration de la présente loi et, à cette fin, elle peut exercer tous les pouvoirs que lui confère la Loi sur les valeurs mobilières.

6. Le gouvernement désigne le ministre responsable de l'application de la présente loi.

7. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).